

Concours : Concours complémentaire 2nd gradeEpreuve : COMPOSITION DE DROIT PENAL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le groupe en droit pénal : Quelles responsabilités ?

L'article 121-1 du Code pénal consacre le principe de la personnalité de la responsabilité pénale : "Nul n'est responsable pénalement que de son propre fait".

Contrairement au droit civil, le droit pénal refuse l'édiction d'une responsabilité pénale du fait d'autrui et ce, conformément aux principes de légalité, de nécessité et de sévérité juridiques consacrés en droit interne et en droit international.

Ce principe de personnalité se différencie de celui de la personnalité de peine qui revêt une importance toute aussi singulière une fois la responsabilité imputée et la culpabilité prononcée.

Toutefois, si la mise en œuvre de ce principe de responsabilité personnelle ne pose pas de difficulté particulière en présence d'un seul individu, il en va autrement lorsqu'un comportement infractionnel s'inscrit au sein d'un groupe.

Au sens commun, la définition du groupe est celle de la réunion d'au moins deux personnes.

Le droit pénal appréhende quant à lui la notion de groupe sous deux angles distincts :

D'une part, la réunion, l'entente, structurée ou pas, hiérarchisée ou pas, de plusieurs individus.

D'autre part, l'entité personne morale, parvenue au rang de la personnalité juridique, faisant écran avec les individus la composant.

Le groupement peut donc revêtir diverses formes. Par autant, face à cette particularité le juge répressif doit déterminer, contrôler, apprécier et sanctionner, s'il y a lieu, les diverses responsabilités pénales en présence. Cependant, la démarche d'imputation des différentes responsabilités, susceptibles d'apparaître au sein d'un groupe, doit impérativement se concilier avec le principe de personnalité de la responsabilité pénale, constitutionnellement consacré.

En conséquence, comment le droit pénal, confronté à la dangerosité potentielle du groupe & à son caractère protéiforme, parvient-il à trouver un équilibre entre la nécessaire protection de l'ordre public & l'impérative prise en compte des principes directeurs de l'égallité, nécessaire mais aussi de proportionnalité ?

Aussi convient-il d'appréhender la réponse apportée par le Droit pénal, en termes de responsabilités, confrontée au groupe. Il convient d'envisager une forme d'orthodoxie de la réponse répressive envers le groupe (I), mais aussi une sévérité particulière du juge pénal en la matière (II).

I L'orthodoxie du droit pénal envers le Groupe

Conformément aux principes de l'égallité & de nécessité, force est de constater que le droit pénal apporte des réponses traditionnelles & orthodoxes lorsqu'il est confronté au groupe selon deux acceptions. Ainsi il apparaît opportun de mettre en rapport les responsabilités susceptibles d'être caractérisées selon que le groupement est dépourvu (A) ou pourvu (B) de la personnalité juridique

A La Réponse pénale apportée en matière de groupement dépourvu de la personnalité morale & juridique

Cette première acception du groupe implique l'existence de plusieurs individus à l'encontre desquels le droit pénal apporte une réponse traditionnelle d'une part, en matière de complicité & de coaction (1), mais également un peu plus singulière concernant la responsabilité découverte en matière de scène unique de violence et du délit de participation à un groupement (2)

1 de secours à la coaction & à la complicité

En présence d'une ou plusieurs infractions commises par une pluralité d'individus, constituant un groupe, le droit pénal recherchera leur responsabilité sur le terrain soit de la coaction ou de la complicité.

Il convient de rappeler que conformément aux dispositions de l'article 121-4 du Code pénal, l'auteur de l'infraction est celui qui tente ou commet les faits. Le coauteur de l'infraction, tout comme l'auteur, doit avoir commis l'infraction dans son intégralité, c'est à dire que sont réunis obligatoirement les éléments constitutifs essentiels à savoir l'élément légal, matériel et moral. En ce sens, et de jurisprudence constante (Ch. Crim 17/12/1853) la coactivité se distingue de la complicité.

En effet, la complicité est consacrée par le législateur aux termes des articles 121-6 & 121-7 du Code pénal. Le dernier texte définit le complice d'un crime ou d'un délit "la personne qui sciemment, par aide ou assistance, en a facilité la préparation ou la consommation." En outre l'alinéa 2 de l'article 127 du Code pénal

"Est également complice la personne qui par don, promesse, menace, ordre, abus d'autorité ou de pouvoir aura provoqué à une infraction ou donné des instructions pour la commettre". La complicité est donc constituée s'il est rapporté un fait principal punissable (voire même un simple fait matériel selon diverses jurisprudences notamment lorsque l'auteur principal a été relaxé à acquies. Crim 25 mai 1854, Crim 10 Avril 1875). En outre, un des différents modes de complicité doit être dûment caractérisé. Sur ce dernier point, et toujours dans un objectif de séparation des membres d'un groupe, il convient de noter que la jurisprudence s'est vraisemblablement assoupie quant à l'exigence notamment d'un acte positif constitutif de l'aide ou l'assistance (Crim 28 mai 1880 - Crim. 6 février 1882). En outre, si la complicité de la complicité n'est pas punissable (Crim. 1^{er} sept. 1887), de même que la tentative de complicité, la complicité de tentative est totalement punissable (CA. Douai 21/10/2003).

Ainsi, les membres d'un groupe, dont la structure ou la hiérarchisation ont une importance qui sera évoquée plus avant, peuvent être poursuivis individuellement conformément au principe de la responsabilité personnelle, soit en tant que coauteurs ou de complice.

Par ailleurs, il convient d'indiquer que ces enchevêtrements de responsabilités pénales, via la coactivité ou l'emprunt de criminalité quant à la complicité ne portent aucunement atteinte à la personnalité & personnalisation de la peine. En effet, le nouveau Code Pénal de 1994 a modifié l'article 121-6 qui dispose désormais que le complice sera puni comme auteur et non plus comme l'auteur.

Concours : CONCOURS COMPLEMENTAIRE 2^{ed} Grade

Epreuve : Composition de droit Pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



2. d'hypothèse de la scène unique de violences
 2. le délit prévu par l'article 222-14-2 Cst. Pénal

Dans un objectif de protection accrue de l'ordre public, le législateur d'une part puis les juridictions répressives d'autre part ont eu recours à des outils traditionnels afin de répondre à la dangerosité du groupe, à notamment du grapement urbain.

• d'hypothèse, malheureusement de plus en plus existante, de la scène unique de violences met en "scène" une pluralité d'agents dans le cadre de la commission d'une infraction. Toutefois, ces violences intentionnelles à l'enchevêtrement des faits matériels n'apparaissent pas clairement imputables à tel ou tel individu. Ainsi, afin de pouvoir rechercher efficacement les responsabilités de chacun, la jurisprudence a développé les théories de complicité et de coauteur corresponsives. Ainsi, dès 1827, la Chambre criminelle, seignant toute forme de responsabilité collective, a souligné que "celui qui assiste l'auteur dans les faits de consommation empêche nécessairement la perpétration de l'infraction en qualité de coauteur". Cette jurisprudence est maintenue mais ne s'applique qu'en matière d'infractions intentionnelles. En effet, la loi du 10 juillet 2000 affectée aux délits

non intentionnels prévoit un dispositif particulier aux termes de l'article 121-3 du Code pénal et qui positionne le "complice d'infractions non intentionnelles" comme AUTEUR INDIRECT qui ne pourra voir sa responsabilité engagée qu'en cas de faute qualifiée (délibérée ou caractérisée) démontrée à son encontre.

• Toujours dans un objectif de répression orthodoxe & traditionnel, le législateur a créé en 2010 le délit de "participation à un groupement" aux termes de l'article 222-14 2 du Code pénal. Cette disposition permet au juge pénal, en présence d'un ou plusieurs faits matériels, de séparer individuellement des individus constituant un groupe, même temporaire, en vue de la perpétration de violences.

En effet, il est constant que le délit de violences volontaires ne peut pas être poursuivi sur le terrain de la tentative; les violences n'ayant pas été commises & le dommage corporel ne pouvant donc pas exister. En conséquence, le législateur a édicté une infraction formelle, qui est également une infraction obstacle dans la mesure où si le résultat (c'est à dire des violences) survenait, il serait purement & simplement aggravé comme cela sera développé ultérieurement.

L'orthodoxie du droit pénal s'impose également lorsque le groupement est une personne morale.

B La réponse pénale face au groupement personne morale

La Réforme du Code Pénal de 1984 a innové et consacré la responsabilité des personnes morales aux termes des dispositions de l'article 121-2 du Code Pénal.

Ainsi, et conformément à la lettre du texte, le régime répressif aura une réponse différente selon que le groupe soit une personne morale de droit public (1) ou de droit privé (2).

1. Le régime de la responsabilité pénale des personnes morales de droit public

L'article 121-2 alinéa 1^{er} du Code pénal exclut purement et simplement l'Etat du champ d'application du texte.

En revanche, l'alinéa 2 dispose que "des collectivités territoriales et leurs groupements ne sont responsables pénalement que des infractions commises dans l'exercice d'activités susceptibles de faire l'objet de conventions de délégation de service public".

Ainsi, si l'Etat demeure irresponsable, les collectivités et leurs groupements (tels que les EPCI, les communautés de communes...) peuvent engager leur responsabilité pénale mais d'une manière restrictive. En effet, il est clairement précisé que la réponse pénale pouvant être apportée, en cas d'infraction, ne sera possible qu'à l'occasion d'activités susceptibles de faire l'objet de conventions de délégation de service public. En conséquence, aucune responsabilité pénale de la collectivité ne pourra être engagée dans le cadre de l'exercice de pouvoirs exorbitants de droit commun, c'est à dire l'IMPERIUM. A contrario, dans le cadre de ses activités de NEGOTIUM la collectivité pourra être pénalement poursuivie. Par illustration telle que l'exploitation des transports scolaires (Crim. 6 avril 2004), au d'un théâtre (Crim. 3 avril 2002) ou l'organisation d'une kermesse (Crim. 28 juin 2016).

Toutefois, il faut noter que la jurisprudence refuse, en matière de délibérations diffamatoires du Conseil Municipal à des responsabilités des élus locaux, d'opérer une interprétation extensive de ce, conformément aux principes d'interprétation stricte de la loi pénale à principe de légalité. En effet, la Chambre Criminelle a saisi en 2016 que le Conseil Municipal est dépourvu de la personnalité juridique et que du fait du principe du secret des délibérations et des votes, aucune responsabilité individuelle ne pouvait être pénalement engagée. Dans une affaire similaire, où le Maire s'était enquis publiquement d'une délibération de telle nature, le droit pénal a appliqué une approche orthodoxe en poursuivant et condamnant l'élu.

2 Les responsabilités encasées en présence d'infractions commises au sein ou par un groupe personne morale de droit privé

Outre l'exclusion de l'Etat, l'article 121-2 alinéa 1er détermine le champ d'application de la responsabilité pénale des personnes morales, dont les personnes morales de droit privé. Ainsi, les infractions commises, ont dû l'être pour leur compte, par leurs organes ou représentants.

En conséquence, la personne morale de droit privé visée, c'est à dire les sociétés par actions, est appréhendée comme un groupe pénalement responsable si les conditions requises sont réunies. En l'espèce, le groupe va se débaucher en quelque sorte, car la démarche traditionnelle du juge répressif sera la recherche de la responsabilité de la personne morale stricto sensu mais aussi de son dirigeant.

Concours : Concours complémentaire 2nd gradeEpreuve : Composition de DROIT PENAL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



• La responsabilité pénale du chef d'entreprise
La jurisprudence, conformément à l'alinéa 3^{em} de l'article 121-2 du Code pénal, n'exclut pas la poursuite de la personne physique, individuellement, membre ou représentant du groupe mis en cause pénalement. Sur ce point il est important de préciser que la jurisprudence est abondante en matière de délégation de pouvoir. En effet, pendant de nombreuses années, et notamment avant l'avènement de la Loi Fauchon de 2000, le chef d'entreprise pouvait écarter la mise en œuvre de sa responsabilité pénale en démontrant l'existence d'une délégation de pouvoirs (Crim 11/31/888). Toutefois la Haute Juridiction opère une interprétation stricte des critères de la délégation.

• La répression pénale en cas d'infractions commises pour le compte de la personne morale par ses organes ou ses représentants
Les trois critères sont appréciés strictement par la jurisprudence. En effet, après diverses controverses, la Haute Juridiction refuse toute présomption d'implication & sollicite que soit identifié strictement & explicitement le représentant ou l'organe. (Crim 11/12/212 & Crim 12/10/2017).

La Responsabilité du Groupe, parvu au dépourvu de la personnalité morale & juridique est donc une réponse orthodoxe

du droit pénal confronté au groupement.
En revanche, force est de constater que la rigueur
et la sévérité demeurent et s'expriment
singulièrement en droit pénal lorsqu'il est face
au phénomène du groupe.

II La Sévérité du droit pénal envers le groupe

Le groupe ou le groupement évoque également
la notion d'entente ou de concertation.
Cette forme de dangerosité est appréhendée
par le législateur, qui n'a pas hésité à édicter
et créer des infractions autonomes (A), mais
aussi à travers l'aggravation dont le groupe est
facteur en termes de répression (B).

A d'édiction d'infractions autonomes afin de renforcer la répression

Le législateur a appréhendé le groupe à travers
le prisme de la pluralité d'agents et leur
intentionnalité criminelle ou délictuelle; ainsi
sur le chemin du crime, à l'iter criminis
il est apparu nécessaire de remonter plus
haut au cours dudit cheminement infractueux.
Ainsi, a été créée l'infraction d'association
de malfaiteurs.

1) d'aspect normatif des articles 450-1 du Code Pénal

Selon l'article susvisé, il s'agit que constitue une
association de malfaiteurs tout groupement formé
ou entente établie en vue de la préparation,
caractérisée par un ou plusieurs faits matériels
d'un ou plusieurs crimes ou d'un ou plusieurs
délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement.

Ainsi, se sont en quelque sorte les actes préparatoires qui sont réprimés. Peu importe donc en cela que le délit ou le crime "préparé" se soit réalisé ou pas.

➤ L'association de malfaiteur est donc une répression sévère & rigoureuse en ce qu'elle est une infraction formelle.

B aspect matériel & la hiérarchie :

En revanche, la jurisprudence distingue clairement l'infraction d'association de malfaiteur de la circonstance aggravante de bande organisée.

En effet, la haute juridiction, notamment dans le cadre de contentieux de concours d'infractions n'exige pas que l'association de malfaiteurs soit caractérisée par une hiérarchie organisée, mais seulement une structure plus ou moins établie.

B de groupe : facteur d'aggravation de la répression :

La dangerosité du groupe a poussé le législateur à envisager la création de la circonstance aggravante de la bande organisée, & le juge pénal a évoqué la circonstance aggravante de la réunion.

1) la bande organisée :

La circonstance aggravante est définie à l'article 132-71 du Code pénal.

Cette circonstance est particulièrement sévère en ce qu'elle aggrave les peines.

La jurisprudence a caractérisé clairement la bande organisée comme une

structure hiérarchisée, structurée & ayant à sa tête une "tête pensante" & un bureau décisionnaire.

c) la sévices.

Cette circonstance aggravante est la plus couramment mise en œuvre & ce dans la mesure où la seule pluralité d'agents et la présence du groupe, permettent l'aggravation de la sévices.

Le droit pénal applique ainsi une sévices lorsqu'il est confronté au groupe. Soit selon soit orthodoxe. La dangerosité induite du groupe est un objectif de protection de l'ordre public.